

Voir la lettre en Pdf :

http://www.coopdec.org/UPLOAD/rubrique/pages/86/86_rubrique.php

COOP DEC Info - n°103 – septembre 2013

Lettre d'informations sur l'action internationale des collectivités locales.

Pour tout problème de lecture, télécharger cette lettre en format pdf directement sur notre site www.coopdec.org

Pour vous [désinscrire](#) nous renvoyer simplement un mél avec le titre « désinscription », votre nom et collectivité.

L'INSCRIPTION EN LIGNE A « COOP DEC INFO » SE FAIT, DIRECTEMENT SUR NOTRE SITE INTERNET WWW.COOPDEC.ORG

RENFORCEMENT DE CAPACITES / DECENTRALISATION / DIPLOMATIE DES VILLES?

L'action internationale des collectivités locales évolue. Si elle reste encore souvent réduite à sa capacité à mobiliser des fonds (voir dernier bilan du PSEAU sur la coopération décentralisée dans le domaine de l'eau), les analyses évoquent de plus en plus le rôle des collectivités dans le renforcement de capacités des nouveaux élus locaux, dans la diffusion des principes de la gestion publique locale, le respect des droits, etc. C'est le cas par exemple avec le sujet de l'AG de l'AIMF sur la diffusion des principes de l'ESS dans la gestion publique locale (cf § rendez-vous) ou dans la démarche des villes occidentales vis-à-vis des lois homophobes promulguées en Russie (au plan national ou local) – cf. ci-après.

Pourtant, dans les pratiques, l'histoire de la coopération a façonné les postures dans la mise en œuvre des coopérations : si les coopérations transfrontalières font appel aujourd'hui à une ingénierie particulière (voir formation proposée par la MOT § formations ci-après), les relations avec les communes d'Afrique et de Méditerranée restent très fortement marquées par la « sous-traitance » associative. A tel point que les collectivités locales françaises en oublient les principes même de la gestion publique et notamment ceux concernant la gestion du denier public ; par facilité, par habitude, nombreuses collectivités qui revendiquent la maîtrise d'ouvrage de leur coopération, confient la maîtrise d'œuvre de cette coopération à une association, sans mise en concurrence, sans formalisation d'un cahier des charges... en toute illégalité (cf code des marchés publics).

Comme l'évolution, à la fin des années 1990, qui a fait sortir les élus locaux des conseils d'administration des comités de jumelages et autres associations, pour éviter une posture de gestion de fait (en référence au principe de séparation des ordonnateurs et des comptables), on assiste depuis quelques années à une régularisation des pratiques dans ce domaine de la maîtrise d'ouvrage : les Régions, des Départements et quelques villes lancent des appels d'offres (parfois au niveau européen comme pour le CR Picardie, parfois en délocalisant la commission d'appels d'offres dans les pays comme le CG Seine Maritime au Burkina Faso). Cette procédure, au-delà du fait qu'elle est obligatoire (sous peine d'un délit de favoritisme) a de multiples avantages : elle oblige la (les) collectivité(s) à mieux définir leur projet, leur besoin (par la rédaction de cahier de charges précis) et induit ainsi une plus grande responsabilité dans le contrôle par les élus. Mais surtout, elle transmet l'exemple de la responsabilité dans la gestion des fonds publics en donnant à voir les principes de transparence, de liberté d'accès à la commande publique et d'égalité de traitement. La pratique du marché public est un moyen important de prévention vis-à-vis de la corruption (http://www.transparency-france.org/ewb_pages/l/les_marches_publics.php) et donc de diffusion d'une posture de responsabilité pour les élus locaux.

L'Agence COOP DEC Conseil a développé un module de formation spécifique sur le cadre juridique de l'action internationale (voir § formations) pour permettre aux collectivités locales de mieux saisir l'importance mais aussi l'accessibilité de cette pratique.

Autre actualité de rentrée : il est souvent fait référence au rôle de « diplomatie » des villes. Depuis quelques mois, cette mention renvoie principalement en France à une « diplomatie démultipliée » pour ouvrir des marchés à nos entreprises, acceptant par là-même les compromis de la RealPolitik.

Et pourtant, les villes ont démontré au fil des ans leur capacité, par une vaste mobilisation collective, à porter sur le devant de la scène des débats importants concernant la paix et les droits humains : de l'Opération Villages Roumains à la démarche de nombreuses communes italiennes vis-à-vis de la question du Sahara occidental, ou le Réseau de *Coopération Décentralisée pour la Palestine* (RCDP). Actuellement, une question forte, qui est débattue dans les conseils municipaux des USA à l'Italie, de la Norvège à l'Allemagne, concerne la position des collectivités vis-à-vis de leurs « sisters » russes qui promulguent des lois homophobes. Cette question semblait être évitée en France (cf. notre lettre de mars 2013 – www.coopdec.org).

M. Matthieu Rouveyre, membre du groupe socialiste à la Mairie de Bordeaux abordera cette question au Conseil municipal de Bordeaux le 23 septembre prochain : <http://matthieu-rouveyre.fr/> / <http://www.20minutes.fr/bordeaux/1218669-20130905-elu-socialiste-demande-suspension-jumelage-entre-bordeaux-saint-petersbourg>

COFINANCEMENTS INTERNATIONAUX

EUROPEAID- Appel à propositions en cours

Retrouvez l'ensemble des appels à proposition en cours sur le site d'Europeaid :

http://ec.europa.eu/europeaid/work/funding/index_fr.htm

ANE-AL – volet EAD SI – sept / oct 2013 ;

Prévision : un dernier appel à projets « EAD-SI », dans le cadre du volet n°3 du programme ANE-ALD devrait être lancé en septembre ou octobre 2013 par la Commission européenne.

ANE-AL – Cameroun : Appel à proposition restreint : date limite – 23 septembre 2013

L'objectif général du lot 2 "Autorités locales" du présent appel à propositions est de renforcer les aptitudes des communes camerounaises à mettre en oeuvre les responsabilités qui leur sont transférées par l'Etat par le processus de décentralisation. 1 000 000 € (min 200k / maxi 500 k)

<https://webgate.ec.europa.eu/europeaid/online-services/index.cfm?ADSSChck=1378457909387&do=publi.detPUB&searchtype=AS&Pgm=7573847&aoet=36538%2C36539&ccnt=7573876&debpub=&orderby=upd&orderbyad=Desc&nbPubliList=15&page=1&aoref=134632>

ANE-AL – Comores : Appel à proposition – 400 000€ - date limite – 16 septembre 2013

<https://webgate.ec.europa.eu/europeaid/online-services/index.cfm?ADSSChck=1378458075163&do=publi.detPUB&searchtype=AS&Pgm=7573847&aoet=36538%2C36539&ccnt=7573876&debpub=&orderby=upd&orderbyad=Desc&nbPubliList=15&page=2&aoref=134584>

COFINANCEMENTS NATIONAUX

Fonds de soutien franco-marocain : jusqu'au 31 décembre 2014

La France et le Maroc lancent un Fonds de soutien conjoint à la coopération décentralisée à l'attention des collectivités territoriales françaises et marocaines. Les collectivités peuvent déposer leur projet jusqu'au 31 décembre 2013. Le fonds clôturera fin 2014. Les dossiers déposés en 2013 pourront bénéficier d'un cofinancement de 2 années si elles le souhaitent, les dossiers déposés après octobre 2013 ne bénéficieront que d'une année.

Ce dispositif est dédié au renforcement des capacités de maîtrise d'ouvrage des collectivités locales marocaines - l'accord portant sur le soutien conjoint à la coopération décentralisée entre les collectivités territoriales françaises et marocaines. Quelques projets étudiés par le comité de sélection ont d'ores-et-déjà reçu les premières validations et feront l'objet d'une intervention des cofinancements du programme à hauteur de 60%.

<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/enjeux-internationaux/cooperation-decentralisee/appels-a-projets-et-fonds-fonds-conjoint-franco-marocain/>

Programme ISI@MED (Initiative pour la Société de l'Information en Méditerranée)

Appel à projets conjoint avec le PNUD dans le cadre du programme **ISI@MED** (Initiative pour la Société de l'Information en Méditerranée). Cet appel à projets vise à réduire la fracture numérique dans les pays de la rive Sud de la Méditerranée (Liban, Maroc, Sénégal). Les dossiers de demande de subvention pourront être déposés tout au long de l'année :

En savoir plus : <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/action-exterieure-des/appel-a-projets-et-fonds-en/appel-a-projets-pnud/>

COFINANCEMENTS TERRITORIAUX

WEBINAIRES (NOUVEAU)

L'Agence COOP DEC Conseil met en place, à partir de l'été 2013, des conférences par Internet (Webinaires), à destination des agents et élus des collectivités et des associations de solidarité internationale.

Accessibles sur inscription, ces Webinaires ne nécessitent aucun logiciel particulier. Il suffit de se connecter au lien Internet envoyé 48h avant chaque conférence aux personnes préalablement inscrites, à l'heure indiquée et de suivre la conférence réalisée. Une possibilité d'échanges par chat est proposée ainsi qu'un suivi post-conférence (sur certains sujets)

Plusieurs Webinaires « solidarité internationale » (axés vers les associations)

- Recherche de fonds : les questions préalables
- Panorama des financements franciliens pour les associations de SI
- Recherche de Fonds : les financements privés (fondations, ...)
- Utilisation de la réduction d'impôts pour les dons aux associations de solidarité internationale

- ...

Plusieurs Webinaires « coopération décentralisée »

- Historique de la coopération internationale des collectivités
- Le cadre juridique et l'étude des dernières jurisprudences liées à l'action internationale des collectivités
- Usage des marchés publics pour les actions de coopération internationale
- La rédaction de conventions de coopération décentralisée
- ...

Les Webinaires ont une durée moyenne d'une heure.

Vous pouvez nous envoyer vos coordonnées à formation@coopdec.org pour recevoir les premières dates, directement ou nous indiquer les sujets sur lesquels vous souhaiteriez suivre une conférence.

ACTUALITE DE LA FORMATION

CNFPT – INSET

Inset Nancy : Contact : Emmanuel Thouary - 03 83 19 22 30 - emmanuel.thouary@cnfpt.fr

1) Itinéraire « chargé de mission relations internationales »

- o sur 9 jours
 - dates : septembre 2013/octobre 2013 et novembre 2013

2) Cycle de formation professionnelle « Responsable relations internationales en collectivité »-

- o Nancy
- o http://www.inset-nancy.cnfpt.fr/images/file/formation2012/2013_Cycle%20responsable%20relations%20internationales.pdf

Mission Opérationnelle Transfrontalière

La Mission Opérationnelle Transfrontalière organise cinq séminaires d'information sur le montage de projets transfrontaliers aux frontières françaises, dans le cadre du programme d'assistance nationale Europ'Act.

Chaque séminaire est dédié à une ou deux frontières françaises :

Le premier séminaire est organisé sur la frontière franco-hispano-andorrane le 16 septembre à Toulouse, à l'invitation de la Région Midi-Pyrénées.

Les suivants : France-Suisse, le 3 octobre à Annemasse / France-Italie, le 10 octobre à Gênes / France-Allemagne-Luxembourg, le 17 octobre à Sarreguemines / France-Belgique-Royaume Uni, 29 octobre à Lille

Vous trouverez également plus d'infos sur le site du séminaire : <http://www.france-espagne-andorre.seminaire-mot.eu/>

Agence COOP DEC Conseil

- **« LE CADRE JURIDIQUE ET ADMINISTRATIF DE L'ACTION INTERNATIONALE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES » --**

Formation de 2 journées destinée aux acteurs qui souhaitent intégrer ou dialoguer avec les collectivités engagées à l'international. L'action internationale des collectivités territoriales s'effectue dans un cadre législatif et réglementaire particulier : le droit public. Quelles sont les contraintes légales, administratives et comptables auxquelles les actions de coopération décentralisée sont soumises ? Comment y répondre et concilier règles publiques et coopération décentralisée ?

Prochaines Dates :

- **Mardi 8 et mercredi 9 octobre 2013**
- **Mercredi 22 et jeudi 23 janvier 2014**

ou sur demande dans votre collectivité avec plusieurs services (RI, finances, RH, ...), sur 1 ou 2 jours

Inscription et demande d'informations : contact@coopdec.org

Programmes et bulletin sur notre site http://www.coopdec.org/UPLoad/rubrique/pages/92/92_rubrique.php

RENDEZ-VOUS DES COLLECTIVITES

AIMF : AG 2013 - Appel à contributions

La prochaine Assemblée générale de l'AIMF se tiendra à Paris du 14 au 16 novembre 2013. Le colloque sera cette année consacré aux actions des élus locaux francophones en faveur de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS).

Par les principes qui les animent autant que par leur fort ancrage territorial, les acteurs de l'Economie Sociale et Solidaire jouent un rôle essentiel pour la vitalité du tissu économique, social et politique au niveau local : création d'emploi, innovation sociale, dynamisation des quartiers, lutte contre l'exclusion, développement de pratiques

citoyennes... La convergence de leurs actions avec les préoccupations des collectivités territoriales est une évidence. Pour assurer son développement au niveau des territoires, l'ESS doit pouvoir s'appuyer sur une volonté politique forte et affirmée de la part des élus locaux, qui se matérialise par des engagements, une commande publique responsable, et un souci de l'évaluation de ces politiques. Mais l'appui des pouvoirs locaux à l'ESS passe également par le soutien à la création d'entreprises et par la mise en place de cadres de coordination et de coopération qui assurent un partenariat durable avec les acteurs de l'ESS.

Afin d'alimenter les débats sur ces problématiques, nous vous invitons à nous faire parvenir vos contributions à l'adresse sp@aimf.asso.fr.

Le Département des Yvelines organise la 5^{ème} Edition des Assises « Yvelines partenaires du développement » le samedi 12 octobre à Marly le Roi : www.yvelines.fr/coopinter

Les Assises franco-indiennes de la coopération décentralisée, initialement prévue au CG Ille et Vilaine, sont reportées.

RENDEZ-VOUS INTERNATIONAUX

A consulter : l'Agenda de la coopération décentralisée proposé par la DAECT :
<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/cooperation-decentralisee/actualites-et-agenda/agenda-21478/>

1^{er} au 4 octobre 2013 : Congrès mondial de CGLU – Rabat

Thème: "Imaginer la Société, Construire la Démocratie" : centenaire du mouvement municipal international
<http://www.uclg.org/fr/evenements/rabat-2013-congr%C3%A8s-mondial-0>

26-27 November 2013

The 2013 edition of the European Development Days will take place at **Tour & Taxis** in Brussels.

Theme : In 2013, the focus will be on the European Union's contribution to the post-2015 debate, following the release of the latest edition of the [European Report on Development](#) and the Commission's Communication on a 'Decent Life for All'.

À REGARDER

Très forte conférence sur notre confusion entre « frugalité » et « efficacité » dans la solidarité internationale :

http://www.ted.com/talks/lang/fr/dan_pallotta_the_way_we_think_about_charity_is_dead_wrong.html

Bilan de la coopération de la Région Centre : <https://www.youtube.com/watch?v=RuZjmOn3zA>

Jumelages France-Palestine : Henri Bertholet, maire adjoint de Romans-sur-Isère, invité par le Collectif Palestine 34 décrit la coopération décentralisée de Romans avec Beit Sahour, ville palestinienne proche de Bethléem (ville jumelée avec Montpellier depuis 2012) le 15 mai 2013 à Montpellier. Film réalisé par Serge Tostain de l'AFPS34. Juin 2013

<https://www.youtube.com/watch?v=ZW3dYComhyc> :

CG Val de Marne (94) : Afrique du Sud, coopération décentralisée : <http://vimeo.com/67883239>

Strasbourg : Nawel RAFIK-ELMRINI, - Adjointe au Maire Relations internationales et européennes, jumelages, coopération décentralisée - https://www.youtube.com/watch?v=Y5SP9_ot-J4

Résumé en image de la mission d'évaluation des projets de coopération décentralisée de **l'Agence de l'Eau Artois-Picardie**, du 16 au 25 Avril 2013, en Mongolie.

Publiée le 11 juin 2013 https://www.youtube.com/watch?v=9u-iGw_DqHY

ACTUALITES DES COOPERATIONS INTERNATIONALES SUR LE WEB

Le projet AL-ALS

Il s'agit d'un partenariat euro-latino-américain de coopération entre des villes qui cherchent à renforcer leurs relations internationales. Le but est d'améliorer leurs politiques publiques et leur développement territorial.

<http://www.proyectoallas.net/about/fr>

TRAVAUX PARLEMENTAIRES

N° 1214 - Rapport d'information de M. Alexis Bachelay fait au nom de la mission d'information sur les immigrés âgés : [Visualiser le document sur le site de l'Assemblée nationale](#)

14ème législature - QE 19307 question de Mme Zimmermann Marie-Jo (UMP) – Moselle

Collectivités territoriales - décentralisation - coopération transfrontalière

Date de la question : 26/02/2013 - Date de réponse : 09/07/2013

[Visualiser le document sur le site de l'Assemblée nationale](#)

PROJET DE LOI autorisant l'approbation de l'accord de partenariat pour la coopération culturelle, scientifique et technique et pour le développement entre le Gouvernement de la République française et le **Gouvernement de la République d'Irak**

Dans l'étude d'impact (http://www.assemblee-nationale.fr/14/dossiers/parteneriat_Irak.asp) on peut lire : « Le présent accord prévoit la création d'une commission mixte culturelle et scientifique formée des représentants des deux pays, se réunissant au moins une fois tous les 3 ans. Elle est chargée de définir **et d'orienter les priorités de la coopération entre les deux pays, ainsi que les projets de coopération décentralisée** définis à l'article 13. » On notera, alors que les élus locaux ont rappelé, lors de la CNCD de janvier 2013, leur attachement à la liberté d'administration des communes, que l'accord vise à « orienter » l'action internationale des collectivités locales pour l'Irak.

Pour rappel, à ce jour, seul le CG Dordogne est en coopération avec une province irakienne.

PUBLICATIONS

Etat de la coopération décentralisée dans les différents pays européens

Une étude intéressante publiée à l'occasion des Assises européennes de la coopération décentralisée, commandée par les services de la Commission.

https://webgate.ec.europa.eu/fpfis/mwikis/aidco/index.php/Capitalisation_of_European_experiences_of_decentralised_cooperation_paper_P109

La coopération décentralisée dans le secteur eau et assainissement: Bilan 2012

Les collectivités locales françaises et les agences de l'eau s'impliquent de plus en plus pour l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans les pays en développement. Elles contribuent ainsi à l'effort collectif pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement. La présente étude établit le bilan des contributions financières engagées en 2012 par les collectivités territoriales françaises, les Etablissements publics de coopération intercommunale (EPCI), les régies et agences de l'eau, en faveur de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans les pays en développement.

Le PSEAU fait ici un gros travail de compilation. Il nous semble juste regrettable que la confusion entre « action internationale des collectivités » et « soutien des collectivités à l'action internationale des ONG » soit entretenu par l'usage globale du terme « coopération décentralisée », notamment dans le titre.

<http://www.pseau.org/outils/biblio/resume.php?d=4077&l=fr>

NOUVEAUX ACCORDS DE COOPERATION

Merci aux collectivités nous ayant transmis leurs accords de coopération et de jumelage

Si vous souhaitez informer de vos nouveaux accords, merci de nous communiquer la convention de coopération décentralisée par [mèl](#) ou par courrier.

Collectivités françaises

- ❑ **Canada / Québec** signature de la charte de jumelage entre Lisieux et Saint-Georges-en-Beauce, au Québec,
- ❑ **Italie** : Jumelage entre Giaveno, près de Turin et Saint-Jean-de-Maurienne
- ❑ **Tunisie** : juillet : Signature d'un accord de coopération **entre le CNFPT et le centre de formation d'appui à la décentralisation (CFAD)**. Cet accord définit les modalités de collaboration qui permettront d'appuyer le CFAD dans son rôle d'organisme de formation des collectivités tunisiennes. Cette collaboration se concrétisera par des visites d'élus locaux tunisiens en France, des missions d'expertise d'agents du CNFPT en Tunisie, d'accueil d'agents du CFAD dans les structures du CNFPT, des programmes de stages et des études
- ❑ **Grande-Bretagne** : Le jumelage entre le Syndicat intercommunal à vocation scolaire (Sivos) des Bruyères et Sampford-Peverell (Devon, Angleterre) a été renouvelé, 20 ans après la première charte signée.
- ❑ **Slovaquie** : Jumelage avec communes du limousin : Lascaux, Saint-Solve, et Vignols sont jumelées avec Klátova Nová Ves <http://www.lamontagne.fr/limousin/actualite/departement/correze/brive/2013/08/07/vignols-une-ville-slovaque-a-rejoint-le-jumelage-1659171.html>

- Vanuatu** : jumelage entre la commune de Touho (Nouvelle Calédonie) et la ville de Lamap – ile de Mallicolo. <http://www.inc.nc/article/touho/les-liens-enfin-officialises>

Collectivités Etrangères

- Chine-Maurice** : Le district de Flacq à Maurice jumelé avec la ville de Yiwu en Chine.
- Chine Viet-Nam** : Coc Phuong, de la commune de Ban Lau, district de Muong Khuong, Lao Cai (Viet-Nam), et la communauté San Ping Bo à Long Bao, du chef-lieu de Nan Xi, district de He Kou, Yunnan(Chine), sont ainsi devenus les premières localités sur les frontières communes des deux pays à établir une telle relation.
- Italie - Algérie** : La ville italienne de Lecce et la wilaya sahraouie de Dakhla ont signé un traité de jumelage visant à «raffermir la relation d'amitié» entre les deux villes. <http://www.elmoudjahid.com/fr/flash-actu/11304>

MOUVEMENTS – NOMINATIONS - OFFRES D'EMPLOI

La lettre COOP DEC Info est diffusée à plus de 2000 exemplaires. Si vous souhaitez diffuser une offre d'emploi ou faire part aux acteurs de la coopération décentralisée de votre prise de fonction, merci de nous communiquer vos textes par mél : contact@coopdec.org

Offres d'Emplois

- Une offre d'emploi pour chef-fe de service Relations internationales a été diffusée par le CG Essonne le 2 juillet.

Mouvements

- Maryse Dusselier** a quitté ses fonctions de chargée de mission Relations Internationales au sein de l'ARF.
- Michel Hourie** quitte son poste de chargé de mission Affaires Internationales au sein de la Direction Relations Internationales de PACA.
- Didier Marseille** a quitté les Relations internationales de la ville de Creil
-

Pour info, rubrique « emploi en collectivité » sur notre site www.coopdec.org

Cette lettre d'information est diffusée par l'Agence COOP DEC Conseil, spécialisée dans la formation, l'accompagnement, le conseil et l'évaluation de l'action internationale des collectivités. www.coopdec.org

Agence COOP DEC Conseil – 30 rue Claude Tillier – 75012 Paris - Pour nous contacter : contact@coopdec.org - Tél : 01 40 09 20 26
Pour vous désinscrire, nous renvoyer simplement un mél avec le titre « desinscription ».

Merci de nous informer de vos rediffusions et d'indiquer la source.

MERCI DE NOUS AIDER A DIFFUSER CETTE PUBLICATION